

LECTURES

Mahjoub BEN MILAD : *Tahrik as-sawakin fi šu'un al-larbia*. Tunis. Ed. Bou Slama, 1960, 215 pages.

Mahjoub Ben Milad engage aujourd'hui le dialogue avec les éducateurs. Il serait plus juste et plus conforme à son style de dire qu'il engage le fer. La belliqueuse devise qu'il a adoptée comme titre général de ses publications « *Tahrik as-sawakin* » (Secouer l'immobilité) l'annonce déjà à qui prétendrait l'ignorer.

On n'en doit pas douter, ce nouveau livre est une invite à repenser le monde en dehors de toutes les habitudes. Toute illusion doit être écartée : l'éducateur qui a l'esprit moulé au patron d'autres siècles que celui-ci, l'éducateur qui est « ennemi des remuements et nouvelles de son temps », comme dirait Montaigne, ne doit pas s'attendre à être l'objet d'une spéciale mansuétude de la part de l'auteur. Que le pédagogue qui abrite sa sérénité derrière les normes éprouvées de l'expérience se résigne au sort qui l'attend : c'est à une critique impitoyable, à un véritable « décrassage » des façons admises de voir les choses qu'il est appelé.

La question se pose : à quels éducateurs Mahjoub Ben Milad entend-il s'adresser et quelle société propose-t-il de réformer ? Son coup d'œil souhaite embrasser le problème en toutes ses dimensions humaines. Le problème de l'éducation n'est-il pas le problème de l'humanité tout entière ? Sur ce point il ne manifeste aucun pessimisme, car il note avec satisfaction que l'éducation est désormais au centre des préoccupations dans l'ensemble du monde. Ce qui le chagrine, c'est que la philosophie de l'éducation est en jeu. Le désarroi des esprits est immense et les doctrines de l'éducation sont remises en question sur tous les plans. Cette vision générale ne doit-elle rien à son analyse de la condition actuelle des pays musulmans ? Elle lui doit certainement beaucoup. L'évidence est là : si l'auteur jette un regard de prédilection sur la Tunisie, les autres pays musulmans n'en restent pas moins au centre de ses préoccupations.

Sur quelles données insiste-t-il ? Il nous livre les grandes lignes d'une philosophie de l'éducation, met en lumière les acquisitions multiples de la pédagogie moderne, initie aux données scientifiques et aux techniques éducatives. Il est visible qu'il tient à s'effacer derrière la science moderne et il souligne à ce point de vue en toute probité intellectuelle tout ce qu'il doit au « *Traité de pédagogie générale* » de René HUBERT, recteur de l'Université de Strasbourg, tra-

té qu'il place très haut au-dessus des ouvrages similaires pour la profondeur de la pensée et l'étendue de l'information. Chemin faisant, il s'abreuve aux sources arabes qui lui sont familières et cite fréquemment Al-Ghazzali, Ibn Khaldoun et Michail Naïma en particulier.

Il faut noter que le climat général entretenu par l'auteur est un climat de vie et de tension. Il éclate en reproches contre les siècles de la décadence et se plaint à nous énumérer leurs erreurs et leurs errances. Serait-ce à dire qu'il nourrisse le dessein de faire table rase du passé ? En dépit des apparences, rien n'est plus étranger à ses préoccupations. Une de ses formules n'est-elle pas qu'on doit « s'arc-bouter sur le passé pour se lancer avec plus de force vers l'avenir » ? N'est-il pas significatif de sa position que ses premières recherches aient eu comme centre d'intérêt les premiers siècles de l'Islam ? On pourra objecter, il est vrai, que ce retour aux sources n'a pas été de tout repos pour de vénérables « *mulakallimin* », sans parler de ceux qu'il a définis d'un mot cliquant « les juristes-consultes de la faillite ».

A voir les choses de plus près, on s'apercevra aisément que les critiques de Mahjoub Ben Milad visent moins les maîtres que leurs disciples. N'en doutons pas, ce sont ses contemporains qu'il a l'intention de réveiller, et non pas les ulémas qui sommeillent paisiblement dans leur tombeau.

« *Iflds* », faillite, banqueroute, tel est le mot qu'il répète avec force. Un mot qui semble inséparable désormais de son vocabulaire. Faillite de la doctrine, disait-il hier. C'est de la faillite de l'éducation qu'il est question maintenant. Dans sa pensée, l'une est, en effet, inséparable de l'autre.

La condamnation n'est-elle pas excessive ? L'auteur ne le pense pas. Il le pense si peu qu'il a tenu à transmettre son message par la voix des ordes. Et c'est bien pourquoi on retrouve dans son livre son style direct, presque le son de sa voix, sans parler de cette manière qui trahit le pédagogue de marteler sa pensée, d'insister, de répéter pour convaincre et persuader. Passons sur la virtuosité à créer en arabe littéraire les vocables adoptés par la pédagogie nouvelle, et comprenons surtout que ce livre apporte l'écho d'une espérance qui se veut militante et qui entrevoit déjà dans un avenir proche, une société pleinement vivante et dynamique.

Allons au fond de sa pensée et nous verrons qu'il souffre de voir régner, sur le plan intellectuel et spirituel, une certaine qualité dans les conceptions de base. En cela, j'imagine assez qu'il doit être la vivante expression d'une catégorie d'intellectuels qui appelle de ses vœux une synthèse capable d'intégrer les valeurs du passé aux préoccupations du présent, une synthèse assez puissante pour les dépasser. Et c'est précisément pour favoriser une telle transformation qu'il entrevoit une réforme de l'éducation axée sur la restauration de la faculté la plus précieuse de l'homme, celle du jugement, et sur le déve-

loppement de la liberté des âmes individuelles, en écartant tout fanatisme, toute démagogie, toute vanité. Il réclame en conséquence la priorité en faveur de l'éducation et préconise la formation, en marge de l'armée de techniciens, d'une armée d'éducateurs. Pacifiante armée, en vérité, que celle-là. Un écrivain au tempérament combatif, mais ami de l'homme, n'en mobilisera pas d'autre.

A. DEMEERSEMAN.

Pierre BOURDIEU : *Sociologie de l'Algérie*. Col. « Que sais-je ? », P.U.F., Paris, 1959, 126 pages.

Malgré le caractère général qu'il a donné au titre de son ouvrage, P. BOURDIEU n'entend pas fournir une étude d'ensemble de la Société Algérienne en ses diverses communautés; on ne trouvera pas non plus dans ces pages une classification de la société musulmane selon les différents degrés d'évolution qu'elle comporte. A tout cela, qui intéresserait certes, au plus haut point, les lecteurs, l'auteur a préféré une sorte d'introduction à la connaissance en profondeur du drame qui déchire ces civilisations et atteint chacun des membres de leurs groupes d'origine.

Bien qu'à des degrés divers, toutes les communautés musulmanes ont été désintégrées au cours de ces cent trente dernières années par une situation coloniale porteuse d'une civilisation nouvelle, elle-même en pleine transformation. Conscient de l'impossibilité d'établir un bilan descriptif de l'état actuel, l'auteur cherche à faire saisir au lecteur la gravité du mal. C'est pourquoi il s'attache à décrire longuement les sociétés qu'ont atteintes dans leur équilibre original la juxtaposition et l'irruption d'une société moderne dont les motivations et le degré d'intégration au milieu leur sont aussi totalement étrangères.

Six chapitres sur sept de l'ouvrage sont donc consacrés à l'analyse sociologique des milieux qu'a rencontrés la civilisation « intrusive ». Cette peinture « schéma conceptuel d'analyses plus approfondies comporte une description des structures économiques et sociales originelles ». Il faut y distinguer quatre « cultures » distinctes, adaptation à des ensembles de conditionnements naturels différents. Sont successivement analysées la culture Kabyle, la culture Chaouia les différentes cultures arabophones et la culture Mozabite; cette dernière, issue d'un idéal farouche de conservatisme dogmatique, est de type volontariste, à l'encontre des autres qui dépendent strictement des conditionnements du milieu naturel.

Si différentes que puissent être ces diverses formes de culture, toutes souffrent des crises qu'engendrent les heurts de civilisation. Caractérisés à l'origine par une intégration de leurs éléments, d'autant plus poussés que situés à un niveau socio-économique plus bas,

ces cadres sont ébranlés. Les structures anciennes s'effritent et la majorité de la population tend vers cet état contradictoire qu'entraînent « l'affaiblissement » des systèmes traditionnels et la dualité des règles de vie, auquel G. Tillion a donné le nom, à la fois imagé et ambigu, de « clochardisation ».

Avec franchise et courage, l'auteur rappelle que, « si l'analyse sociologique n'autorise aucunement à choisir entre les différentes solutions possibles, elle permet d'exclure certaines options telles que l'assimilation et le maintien de la situation coloniale et de définir la condition sine qua non de toute évolution réelle ». « Si grande que soit l'importance des institutions politiques et des réalisations économiques au titre des conditions nécessaires mais non suffisantes, il ne sera de solution véritable que celle qui permettra à l'homme algérien de se forger une nouvelle civilisation, respectueuse des valeurs fondamentales de la civilisation traditionnelle et adaptée aux impératifs du monde moderne ».

La lecture de cet ouvrage offre une clef à qui veut saisir le drame humain qui secoue l'Algérie dans ses profondeurs depuis quelques générations et dont le conflit politique n'est qu'une manifestation. On peut regretter que davantage de notes ne viennent pas expliquer aux lecteurs, non sociologues ou non ethnologues d'Afrique du Nord, auxquels s'adresse pourtant l'ouvrage, des termes parfois trop spécialisés.

M. CALLENS.

Werner PLUM : *Algerische Dichtung der Gegenwart*, Nurnberg, Glock und Lutz, 1959, 151 pages.

On ne peut nier que la littérature nord-africaine de langue française, et plus spécialement la littérature algérienne, suscite ces dernières années un intérêt qui ne fait que croître. De nombreuses revues y ont consacré des articles et même parfois des numéros spéciaux, plus particulièrement, cela va sans dire, en France.

Cette fois, c'est d'Allemagne fédérale que nous arrive un petit livre, élégamment édité, consacré à « La littérature algérienne contemporaine ».

L'auteur, comme il le déclare lui-même, s'est spécialisé dans les questions nord-africaines et plus précisément dans celles concernant l'Algérie, surtout depuis qu'a éclaté le conflit algérien. Il nous fournit ainsi l'explication de l'angle spécial sous lequel il aborde son étude.

Après un chapitre d'introduction où il souligne surtout le rôle prépondérant de la tradition orale dans la littérature arabe, l'auteur introduit son deuxième chapitre, qui traite de la « littérature arabe, par l'évocation de la grande figure de l'Emir Abdelkader, première

re figure de la résistance algérienne, et le poursuit par un rapide coup d'œil sur la poésie arabe « engagée » qui a fleuri dans le pays pendant tous les 19^e et 20^e siècles, jusqu'à ces dernières années marquées par la révolution.

Avant d'aborder les écrivains les plus connus, il consacre un chapitre à la culture en Algérie.

Deux tiers du livre sont consacrés aux auteurs contemporains, parmi lesquels nous voulons citer Kateb Yacine, Mohammed Dib, Malek Haddad, Assia Djebar, Mouloud Ferraoun et Mouloud Mammeri, dont M. Plum analyse brièvement les tendances et donne ensuite de longs extraits de leurs œuvres. Une utile bibliographie clôt le travail.

Malgré ses lacunes et son point de vue un peu unilatéral, ce petit livre constitue, pour les lecteurs de langue allemande, une utile introduction à une littérature qui, par plus d'un côté présente un réel intérêt.

A. VAN LEEUWEN.

SECRETARIAT SOCIAL D'ALGER : *Au service de l'industrialisation de l'Algérie : La Micro-Industrie*. Ed. du Secr. d'Alger, 5, rue Horace Vernet, Alger, 1960, 158 pages.

Faisant suite aux cinq ouvrages consacrés à l'analyse des différents aspects de l'Algérie actuelle, cette nouvelle contribution du Secrétariat Social d'Alger s'inscrit résolument dans une perspective dynamique et propose une solution originale à mettre au service de l'industrialisation de l'Algérie.

L'étude paraît opportunément à l'heure de la mise en place du Plan de Constantine dont les grandes lignes sont maintenant élaborées.

L'analyse s'ouvre sur un bilan détaillé de l'industrie algérienne existante. Les auteurs dégagent ensuite les « inconnues de l'industrialisation » prévue et examinent successivement les différents risques que comporte cette vaste opération, qui leur paraît, sous son aspect « d'intrusion » puissamment étayée de l'économie moderne dans le secteur traditionnel, lourde de conséquences au plan humain et insuffisante pour résoudre l'importance du sous-emploi.

Au service des buts fixés par le Plan gouvernemental et comme correctif, les co-auteurs de ce livre, dont certains sont techniciens de l'Industrie algérienne, proposent une formule originale qu'ils ont dénommée micro-industrie. Celle-ci, tout en évitant les risques inhérents à la mobilisation en masse des populations traditionnelles dans la grande industrie, préparerait progressivement le passage du rural à l'Industrie, tout en le maintenant sur son terroir.

Cette « micro-industrie », technologiquement située entre l'arti-

sanat de production et l'industrie, consisterait en l'installation de petits ateliers, au niveau des groupes naturels de population. « Chaque atelier serait doté de deux ou trois machines, servis par cinq ou six personnes dont un seul professionnel; chaque machine produirait à longueur d'années des objets de modèle unique et d'exécution très simple ». C'est en somme, la réduction de l'industrie à l'échelle du « pags », collectivité de base conçue comme cellule économique, petite unité régionale. On pourrait alors parler de « micro-économie ».

Conçu comme une structure éducative de transition, le concept de micro-industrie découle, pour ses promoteurs, de l'analyse sociologique et du désir de réduire les risques d'une déculturation rapide sans acculturation volontaire progressive.

Pour séduisante qu'elle soit, cette solution exigera une très grande vigilance pour sauvegarder l'auto-consommation du groupe, son gonflement et son évolution. Le travail d'adaptation, de contrôle, de gestion, sans parler de l'entretien, ne saurait être sur-estimé.

S'il paraît indispensable de ramener les relations d'autorité et d'organisation à l'étiage des rapports d'homme à homme, il semble que le « Commissaire au développement » doive ne pas être « un », mais le « primus inter pares » d'une petite équipe fortement intégrée de techniciens aux spécialités bien choisies.

Prévoyant les objections que l'on pourrait faire à leur proposition, les auteurs prêts à se rendre, en des points partiels, à des objections fondées, estiment que ce ne serait que pour se retrancher avec plus d'opiniâtreté encore, derrière le principe même de la micro-industrie.

Nous pensons avec eux, que l'enjeu en vaut la peine, mais que la solution proposée devra, cent fois encore, être remise sur le métier au cours du contact avec le réel. N'est-il pas à craindre que cette « transition » n'entraîne un nouveau blocage à l'échelon d'une « culture » intermédiaire ?

M. CALLENS.